

PRISES DE PAROLE



Service de presse

Du 2 au 29
novembre
2007



MEDEF

- Anpe/Unedic
- Chine/contrats français signés à l'occasion du voyage officiel de Nicolas Sarkozy (25 au 28 novembre)
- CNE
- Consommation énergétique
- Durée légale du travail
- Egalité salariale hommes/femmes
- Emploi des seniors
- Etudiants/Réforme des universités
- Euro
- Exportations
- Grenelle de l'insertion
- Heures supplémentaires
- Le patronat du XXIème siècle. Modernisation des organisations professionnelles
- Médecine du travail
- Modernisation du marché du travail
- Politique de l'offre
- Pouvoir d'achat
- Prélèvements obligatoires
- Relations MEDEF/gouvernement
- Relations sociales
- Régimes spéciaux /grèves de novembre
- Représentativité syndicale
- Revue générale des politiques publiques
- Semaine Ecole-Entreprise
- Situation des entreprises françaises
- Situation de la presse économique en France
- Voyage de Nicolas Sarkozy aux Etats-Unis

Informations

■ ANPE/UNEDIC

A propos du projet de fusion

« Le projet à ce stade va dans le bon sens »

Nous estimons que le projet à ce stade va dans le bon sens. Mais à l'issue de différents échanges, nous formons le vœu que certains points de la gouvernance envisagée soient améliorés, ou en tout cas précisés.

Puisqu'il va y avoir une nouvelle institution qui va être créée, il nous semble très important que le président de cette nouvelle institution puisse être élu parmi les membres du Conseil d'administration de cette nouvelle institution. Pour ceux qui ne sont pas des spécialistes du dossier, que dans un projet initial, il avait été dit que le président de la nouvelle institution ne pouvait être élu que par un des collègues composant le conseil d'administration. Beaucoup de choses dans la gouvernance des entreprises peuvent servir de modèle. Je l'applique aussi pour la nouvelle institution issue de la fusion Anpe-Unedic : il faut que d'une manière normale, le président du Conseil d'administration, puisse être choisi, élu parmi l'ensemble des membres du Conseil d'administration.

Deuxième point, très important et fondamental pour l'efficacité de cette gouvernance : nous souhaitons que le directeur général de cette nouvelle institution puisse être nommé sur proposition du Conseil d'administration. Dans une première version, il avait été dit que le directeur général pouvait être nommé par l'Etat, mais sur simple avis du Conseil d'administration. Il faut qu'il puisse être nommé sur proposition du Conseil d'administration. Il est évident que le Conseil d'administration de la nouvelle institution doit avoir un minimum de responsabilité dans le nouvel ensemble.

Deux derniers points importants dans cette opération. Nous souhaiterions que la question de la sanction soit vraiment clairement précisée. Pour le moment, il est établi que la nouvelle institution va avoir un rôle sur la sanction, mais nous ne savons pas encore quel va être le véritable mécanisme pour prononcer la sanction ultime qu'est la radiation. Sur ce point important, nous souhaiterions avoir des précisions. Et, « last but not least », nous souhaitons que, dans le projet de loi final, soit rédigé de la manière la plus claire qu'il soit le fait que même si l'ensemble de la trésorerie est confiée à l'Accoss, il faut qu'il y ait une garantie très claire de séparation entre la trésorerie gérée par l'Accoss, mais issue de l'Unedic, c'est-à-dire de la collecte des cotisations d'assurance chômage, et les autres sources de trésorerie gérées par l'Accoss. Il n'est pas question qu'il puisse y avoir la moindre perméabilité entre les différentes ressources gérées par l'Accoss. L'objectif de cette remarque est absolument essentiel : si nous sommes tout-à-fait d'accord et si nous soutenons et si nous encourageons cette fusion opérationnelle, il est évident que nous sommes très attachés à ce que, dans le cadre de l'Unedic qui subsisterait bien sûr, la maîtrise de la détermination des modalités et des niveaux de cotisations reste entre les mains des partenaires sociaux et également que la trésorerie qui est ainsi engendrée soit bien sous le contrôle des partenaires sociaux.

Nous allons vraiment, sur cette affaire, dans la bonne direction, et cela va certainement pouvoir se conclure d'ici la fin de l'année. C'est donc une avancée majeure dans l'évolution de nos institutions. Et probablement dans la volonté que nous avons tous d'améliorer le fonctionnement du marché du travail. Ceci dit, le Conseil exécutif hier sur ce point a insisté sur le fait qu'il fallait absolument que la nouvelle institution se dote d'indicateurs clairs, mesurables, d'indicateurs dont on peut souhaiter qu'ils soient régulièrement communiqués publiquement et qui permettent ainsi de mesurer l'efficacité, la performance du nouveau système.

→ **Laurence Parisot, Conférence de presse mensuelle, 13 novembre 2007**

■ CHINE/CONTRATS FRANÇAIS SIGNÉS À L'OCCASION DU VOYAGE OFFICIEL DE NICOLAS SARKOZY (25 AU 28 NOVEMBRE)

« Ces contrats sont des excellentes nouvelles »

Ces contrats sont des excellentes nouvelles. Je me réjouis non seulement de la signature des contrats mais du fait que tout le monde ce matin, aujourd'hui, dans toutes les radios, s'emballent comme si on avait gagné une médaille à des Jeux olympiques au cours de la nuit. C'est bien que nous soyons tous heureux quand des grands contrats sont signés par des grandes entreprises françaises. Nous sommes un acteur important dans l'économie chinoise, on peut faire mieux, c'est certain, mais on peut toujours faire mieux, et je crois que toutes les grandes entreprises françaises s'y emploient avec constance, ténacité.

→ **Laurence Parisot, LCI, 26 novembre 2007**

Difficulté à travailler avec la Chine ?

Toutes les grandes entreprises, pas simplement les françaises, toutes les européennes ou toutes les américaines ont des vrais sujets de conflit avec les Chinois sur des questions de propriété intellectuelle.

→ **Laurence Parisot, LCI, 26 novembre 2007**

■ CNE

Le CNE a été un contrat de travail, absolument formidable pour les petites entreprises. Il y a eu 900.000 intentions d'embauche repérées, d'embauches nouvelles grâce au CNE. Et on estime qu'il y a au moins 10, voire 15 % de ces embauches qui n'auraient pas eu lieu – donc c'est vraiment de la création nette. Aujourd'hui, on est en train de s'apercevoir, le gouvernement est en train de réaliser que malheureusement, le CNE n'était pas conforme à certains engagements internationaux de la France. Par conséquent, nous, aujourd'hui, MEDEF nous sommes engagés dans une négociation avec les organisations syndicales dans une négociation. C'est pour ça qu'il faut toujours privilégier la négociation à toute forme de conflit. Eh bien il faut accepter la logique de compromis. Il faut considérer qu'il y a peut-être des choses qu'il faut abandonner pour, peut-être, en obtenir d'autres qui sont au moins voire plus importantes.

→ **Laurence Parisot, Europe 1, 14 novembre 2007**

■ CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE

Ce qui est tout-à-fait embêtant pour nous, c'est qu'en matière de consommation énergétique, la zone euro ne s'en sort pas très bien. Les USA couvrent à peu près 70 % de leur consommation d'énergie à eux seuls, la Chine plus de 90 %, alors que la zone euro n'est qu'à 33%. Donc voilà une difficulté propre à la zone euro par rapport aux autres grandes zones avec lesquelles elle est en concurrence.

→ **Laurence Parisot, Conférence de presse mensuelle, 13 novembre 2007**

■ DURÉE LÉGALE DU TRAVAIL

Qu'est-ce qui permet de booster la croissance ? La première chose qui permet de booster la croissance, c'est augmenter la quantité de travail. Augmenter la quantité de travail, c'est faire baisser le chômage. Augmenter la quantité de travail, c'est peut-être revoir la durée du travail et pourquoi ne pas permettre que celle-ci soit définie contractuellement entre le patronat et les syndicats, soit par branche, soit entreprise par entreprise.

→ **Laurence Parisot, LCI, 26 novembre 2007**

Une augmentation significative du pouvoir d'achat, c'est aller plus loin sur la question de la durée du travail. Et si je pense que les heures supplémentaires défiscalisées apportent un plus, en réalité, il faudrait tout simplement abandonner la durée légale du travail. Cela ne veut pas dire qu'il faut faire n'importe quoi, cela veut dire tout simplement qu'il faut que la durée du travail puisse être déterminée par accord entre syndicats et patronat, ce qui responsabiliserait tout le monde par branche ou par entreprise.

→ **Laurence Parisot, RTL, 21 novembre 2007**

C'est vrai qu'il y a un problème de pouvoir d'achat, c'est un ressenti totalement objectif. Le pouvoir d'achat est une résultante d'une croissance au niveau minimum. Donc, la vraie question n'est pas comment je contribue à ce qu'il y ait plus de pouvoir d'achat, mais comment je contribue à ce qu'il y ait plus de croissance. Pour moi, il y a deux axes principaux à travailler : comment on fait pour baisser les prélèvements obligatoires sur les entreprises, c'est prioritaire, et deuxième chose, n'est-il pas temps d'aller plus loin sur la question de la durée du travail ?

→ **Laurence Parisot, L'AFP, 21 novembre 2007**

« La première chose qui permet de booster la croissance, c'est augmenter la quantité de travail »

« Il faut que la durée du travail puisse être déterminée par accord entre syndicats et patronat »

■ EGALITÉ SALARIALE HOMMES/FEMMES

« C'est un enjeu culturel »

C'est à mes yeux un enjeu très important pour notre pays. Il y a eu beaucoup, beaucoup de progrès, mais ce n'est pas une question propre aux entreprises, c'est un enjeu culturel. J'ai proposé au gouvernement, à Xavier Bertrand en particulier, que patronat, syndicats, gouvernement ensemble fassent et signent une grande campagne de communication avec des spots télé impactants pour faire comprendre à quel point les états d'esprit doivent évoluer encore aujourd'hui.

→ **Laurence Parisot, LCI, 26 novembre 2007**

« Les états d'esprit doivent évoluer encore aujourd'hui »

Nous souhaitons que si les choses ne sont pas mises en œuvre avec un tempo suffisant, on supprime le délit pénal qui existe aujourd'hui parce que ce n'est pas avec du pénal qu'on change l'état d'esprit de toute une société et que, en face de cette suppression du délit pénal, il y ait une notion d'amende. Cela serait beaucoup plus efficace. Et d'ailleurs, les prérapports ont montré l'inefficacité du délit pénal dans ce type de circonstance.

→ **Laurence Parisot, LCI, 26 novembre 2007**

Il y a dans la société française des comportements misogynes. La misogynie se rencontre dans de nombreux milieux, dans l'administration, dans l'entreprise et en dehors du milieu professionnel. Cela peut avoir des conséquences sur les carrières des femmes et leur niveau de rémunération. Ce constat ne fait aucun doute à mes yeux. Mais, même si la situation n'est pas satisfaisante, je suis convaincue que nous avons fait des progrès.

→ **Laurence Parisot, Le Journal du Dimanche, 25 novembre 2007**

« Un problème de société ne se résout pas avec un délit pénal »

Si l'on constate qu'il y a des écarts salariaux et qu'une négociation n'est pas engagée, il est normal qu'il y ait une amende. Mais, un problème de société ne se résout pas avec un délit pénal. Et il ne faut plus que la sanction soit un délit d'entrave comme c'est aujourd'hui le cas.

→ **Laurence Parisot, Le Journal du Dimanche, 25 novembre 2007**

Il faut que chacun soit exemplaire, et la réduction des écarts professionnels entre hommes et femmes suivra. La composition du gouvernement de François Fillon est en ce sens exemplaire, car elle installe la parité de façon institutionnelle. Il serait bon que les directions d'entreprises s'en inspirent davantage qu'on ne l'observe. Dans de trop nombreuses entreprises, les plus hauts niveaux de la hiérarchie sont monopolisés par des hommes. Je souhaite que le Medef et l'Association française des entreprises privées ajoutent aux recommandations portant sur la bonne gouvernance des sociétés cotées un texte allant dans ce sens.

Laurence Parisot, Le Journal du Dimanche, 25 novembre 2007

A propos de la conférence tripartite du 26 novembre

Faire une conférence sur le sujet, c'est une bonne idée. Il est toujours utile d'échanger et d'essayer de repérer les bonnes pratiques. Cela dit, je constate une faiblesse des statistiques. Nous avons beaucoup de mal à apprécier la réalité des écarts salariaux entre hommes et femmes. Des problèmes existent, mais il est délicat d'en mesurer l'amplitude avec précision. Il est donc difficile de prendre les dispositions les plus efficaces.

→ **Laurence Parisot, Le Journal du Dimanche, 25 novembre 2007**

Les travaux préparatoires à la conférence ont montré que les initiatives des dernières années allaient en principe dans le bon sens. Mais elles ont eu pour effet de produire des règlements d'une telle complexité qu'au final ils n'ont pas d'effet. La question n'est pas pour moi d'afficher des promesses, mais de savoir quels moyens nous mettons tous en œuvre.

→ **Laurence Parisot, Le Journal du Dimanche, 25 novembre 2007**

■ EMPLOI DES SENIORS

« Une faute collective depuis trente ans »

Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'il y a une faute collective depuis trente ans en France qui concerne à la fois les entreprises, les organisations syndicales et les gouvernements. Cette faute c'est de ne pas avoir su encourager le travail des seniors et au contraire d'avoir mis en place

différents mécanismes pour décourager ce travail des seniors.

→ **Laurence Parisot, Europe 1, 14 novembre 2007**

■ ETUDIANTS/RÉFORME DES UNIVERSITÉS

Je voudrais aussi m'adresser aux étudiants. Aujourd'hui il se passe aussi des choses du côté des facultés. Je voudrais dire à tous les étudiants, moi qui suis une ancienne étudiante, je viens de la fac, je n'ai pas fait une grande école et pourtant je suis rentrée dans l'entreprise, je voudrais que les étudiants sachent qu'ils n'ont pas à avoir peur de l'entreprise. L'entreprise a envie de travailler avec eux, c'est passionnant de vivre une carrière et d'avoir des projets au sein des entreprises et je crois que nous serions tous gagnants-gagnants, si au contraire, le monde de l'entreprise apprenait et savait travailler avec le monde de l'université et réciproquement !

→ **Laurence Parisot, Europe 1, 14 novembre 2007**

Je souhaite m'adresser aux étudiants et leur dire : n'ayez pas peur de l'entreprise ! L'entreprise est un lieu de projets qui offre des possibilités d'épanouissement comme peu savent le faire. Il y a des choses formidables à vivre en entreprise !

→ **Laurence Parisot, Le Midi Libre, 19 novembre 2007**

Il n'est pas question pour les entreprises de s'immiscer dans les universités. D'aucune façon. Mais nous constatons qu'elles manquent de ressources, notamment matérielles. Tout le monde universitaire en souffre : les étudiants comme les professeurs et les chercheurs, dont la qualité et le talent sont incontestables. Nous aussi, nous sommes malheureux de cette situation et nous souhaitons que tout soit fait pour que les universités françaises soient reconnues parmi les meilleures au monde. Ce que nous proposons, c'est un partenariat respectueux de l'université. Nous pouvons aider les filières littéraires, par exemple, pour qu'elles multiplient leurs débouchés en jetant des ponts avec les entreprises.

→ **Laurence Parisot, Le Midi Libre, 19 novembre 2007**

Relations Doctorants/Entreprises

Je lance un appel aux directeurs des ressources humaines, afin que le doctorat devienne un véritable standard connu et reconnu, car l'entreprise a besoin de métissage. Les futurs docteurs peuvent apporter exactement ce dont l'entreprise du XXI^{ème} siècle a besoin : imaginer le futur, gérer les ruptures, maîtriser la complexité.

→ **Laurence Parisot, Les Echos, 27 novembre 2007**

■ EURO

La parité euro-dollar met à mal la zone euro. De ce point-de vue là, dans les différentes rencontres internationales que nous avons eues ces derniers temps, nous avons été frappés de voir que nos partenaires allemands sont de plus en plus inquiets sur le niveau de l'euro par rapport au dollar. C'est une inquiétude qui n'était pas aussi manifeste il y a à peine 6 mois. Sachez également qu'en marge de la visite du président Sarkozy aux Etats-Unis, il y a eu pour la première fois depuis trois ans une réunion du French American Business Council, et qu'à cette occasion, qui était une occasion de rencontre entre chefs d'entreprise français et chefs d'entreprise américains en présence de membres du gouvernement américain et notamment Henri Paulson, nous avons abordée la question de la parité euro-dollar. Dire que nous l'avons abordée ne veut absolument pas dire que nous avons trouvé des solutions. Mais si je vous dis d'une part l'inquiétude des Allemands, d'autre part le fait que nous avons parlé de cela à l'occasion de la réunion du French American Business Council, c'est vous dire à quel point il nous semble que nous rentrons dans une zone de grande fragilité et à quel point il est nécessaire que s'engage à l'échelle internationale de vraies discussions sur les monnaies, sur les parités. Et nous allons prendre, nous MEDEF, au début de l'année prochaine, une initiative de ce point-de-vue là, notamment dans le cadre de la préparation du G8 patronal qui se tiendra à Tokyo au mois d'avril car nous pensons qu'il est temps qu'il y ait une discussion de haut niveau sur la question des monnaies et qu'il est temps de voir si une nouvelle forme de coopération monétaire internationale ne peut pas être envisagée.

→ **Laurence Parisot, Conférence de presse mensuelle, 13 novembre 2007**

« Les étudiants n'ont pas à avoir peur de l'entreprise »

« L'entreprise a envie de travailler avec eux »

« Nous souhaitons que tout soit fait pour que les universités françaises soient reconnues parmi les meilleures au monde »

« L'entreprise a besoin de métissage »

« Convaincre les entreprises, même de taille moyenne, qu'il y a un potentiel hors de nos frontières »

■ EXPORTATIONS

Il s'agit pour nous, au MEDEF, de convaincre les entreprises, même de taille moyenne, qu'il y a un potentiel hors de nos frontières. Nous avons un savoir-faire et il y a une « french touch » qui peut vraiment séduire la clientèle étrangère. Il faut avoir l'audace exportatrice.

→ **Laurence Parisot, L'Est éclair, 15 novembre 2007**

■ GRENELLE DE L'INSERTION

Le Grenelle favorise les échanges, les confrontations entre personnes qui n'ont pas l'habitude de parler ensemble. Les entreprises ont à apprendre des entreprises d'insertion, mais il faut arrêter d'avoir des visions caricaturales de l'entreprise.

→ **Laurence Parisot, L'AFP, 23 novembre 2007**

■ HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Jusqu'à un certain niveau de salaire pour les petites entreprises, le coût de l'heure supplémentaire est plus élevé aujourd'hui qu'avant. J'ai plusieurs fois regretté cette situation et demandé au gouvernement et à la majorité parlementaire de modifier les paramètres pour corriger cette situation. J'en profite pour dire aux parlementaires qu'il n'est pas trop tard pour le faire, qu'ils peuvent encore le faire. Au-delà de cela, la loi sur les heures supplémentaires produit des effets positifs. J'entends bien qu'il y a une complexité de mise en œuvre qui freine certaines velléités. Dès que je vais sur le terrain, je rencontre des chefs d'entreprise irrités par la sophistication et les dangers même du système. Mais une part significative, environ 1/3 des petites entreprises utilisent ce nouveau mécanisme. Alors, bien sûr, 1/3, ce n'est pas la totalité, ce n'est pas même la majorité, mais c'est du plus. 1/3, c'est du travail en plus, et probablement un travail rémunéré d'une manière telle que ça vraiment apporte comme aurait dit ma grand-mère « du beurre dans les épinards ». Donc, il ne faut pas dire que tout est mauvais dans cette affaire-là. Il y a quelque chose de significatif qui a été introduit grâce à ce mécanisme.

→ **Laurence Parisot, Conférence de presse mensuelle, 13 novembre 2007**

■ LE PATRONAT DU XXIÈME SIÈCLE.

MODERNISATION DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES

Nous sommes en train d'organiser, d'orchestrer, la mutation de nos organisations patronales vers un nouveau patronat. Je l'ai appelé le patronat du XXIème siècle. Le Conseil exécutif du 12 novembre a approuvé la première étape de cette mutation, de cette transformation en ratifiant les propositions du Comité statutaire. Le Comité statutaire en effet a proposé que, désormais, pour être adhérent du MEDEF, il convient :

- de faire la preuve que l'association adhérente a des comptes certifiés par des Commissaires aux comptes. La date limite pour se mettre à cette norme – pour ceux qui n'y sont pas encore, car il faut quand même bien comprendre que beaucoup d'adhérents sont déjà certifiés –, fait référence aux comptes de 2008. Donc, au plus tard pour les comptes de 2008, toute fédération professionnelle ou toute association territoriale devra pouvoir faire état de comptes, bilan et compte de résultats, certifiés par un commissaire aux comptes.
- nous demandons à tout président de fédération ou d'association territoriale adhérente de s'engager sur l'honneur à respecter la loi d'une part, et à respecter la mission et l'objet de son association tels que cette mission et cet objet sont définis par ses propres statuts.

La formulation définitive va être élaborée dans les jours qui viennent et sera définitivement ratifiée par le prochain Conseil exécutif de notre mouvement.

Cette étape n'est qu'une première étape. Chaque jour j'en mesure un peu plus l'importance, j'ai été élue il y a un peu plus de deux ans présidente du MEDEF pour conduire cette modernisation du patronat, pour emmener le patronat vers le XXIème siècle. Et avant même la révélation de l'affaire UIMM, nous avons engagé un processus de modernisation, que nous avons appelé « Réseau Ambition 2010 ». Ce projet prend une ampleur, une dimension et une intensité accrues avec les révélations que nous avons comprises ces derniers temps. C'est pourquoi j'ai demandé à l'ensemble des présidents de MEDEF territoriaux et l'ensemble des présidents de fédérations,

« Nous sommes en train d'organiser, d'orchestrer, la mutation de nos organisations patronales vers le patronat du XXIème siècle »

« Ne jamais oublier que nous sommes au service des entreprises et des entrepreneurs. Et non pas au service de nos organisations »

« L'effort que nous avons déjà prévu, que nous avons déjà anticipé, mais que nous demandons simplement à chacun d'accélérer, nous allons le faire avec enthousiasme »

« Notre ambition et notre vocation, c'est d'être moteurs. Moteurs, ça veut dire que nous voulons engranger une dynamique, ça veut dire aussi qu'il faut que tout le monde suive derrière »

de se rassembler ici même au MEDEF les 18 décembre et 19 décembre, dans une journée que nous avons appelée le « grand brainstorming ». Il s'agit d'une manière collective, d'une manière participative, d'une manière créative de redéfinir ensemble les valeurs que nous voulons porter, que nous voulons promouvoir, les missions que nous voulons nous assigner. Et les méthodes de fonctionnement dont nous devons nous doter. Avec une ligne directrice qui est très claire : ne jamais oublier que nous sommes au service des entreprises et des entrepreneurs. Et non pas au service de nos organisations. Et les principes de fonctionnement sont clairs aussi : faire en sorte que nos organisations vivent, travaillent, fonctionnent, se développent comme nos entreprises. Avec les mêmes exigences, avec le même type de gouvernance. Avec des principes de mesure, de contrôle, de reporting, avec des objectifs, avec bien sûr, de la transparence. Voilà l'ambition, voilà l'objectif, voilà le programme. Il y a unanimité. Pas seulement au Conseil exécutif, mais dans l'ensemble du mouvement patronal pour aller vers cette direction. L'effort que nous avons déjà prévu, que nous avons déjà anticipé, mais que nous demandons simplement à chacun d'accélérer, nous allons le faire avec enthousiasme. Avec enthousiasme.

→ **Laurence Parisot, Conférence de presse mensuelle, 13 novembre 2007**

Nous, notre ambition et notre vocation, c'est d'être moteurs. Moteurs, ça veut dire que nous voulons engranger une dynamique, ça veut dire que nous voulons être leaders, mais ça veut dire aussi qu'il faut que tout le monde suive derrière. Pas simplement du côté des organisations patronales, du côté des fédérations professionnelles, des associations territoriales, mais aussi du côté des organisations syndicales, aussi du côté des ONG. Il faut que le mouvement se lance, il faut que les organisations syndicales puissent suivre aussi, je crois qu'elles en ont la volonté.

→ **Laurence Parisot, Conférence de presse mensuelle, 13 novembre 2007**

Il faut de la transparence. Je rappelle que le MEDEF, lui, l'organisation nationale que je préside, est totalement transparent. Il ne faut pas que de la transparence, il faut aussi de l'efficacité, il faut aussi de la modernité. Il ne faut pas penser non plus que seule cette dimension sera utile.

→ **Laurence Parisot, Conférence de presse mensuelle, 13 novembre 2007**

Sur la représentativité, j'ai dit, et j'ai eu des conversations avec tous les numéros un des organisations syndicales, que nous étions prêts à ouvrir très rapidement une délibération sociale sur la problématique transparence, représentativité, espace contractuel et financement. Là où il y a certainement des choses à préciser dans la transparence, c'est les sources de financement. C'est effectivement un point important. Il est important de dire quelle est la part, dans les recettes de chacun qui vient des cotisations, la part qui vient d'autres sources de financement, et quels types de sources de financement. Ca, je crois que c'est utile pour toute organisation professionnelle, syndicale et ONG. Donc, on va avancer, j'ai proposé de mettre vite en œuvre la question de la délibération sociale. Il y a eu quelques conversations entre numéros un patronaux et syndicaux et quelques divergences de vues sur la façon dont il fallait lancer ce processus. Certains étaient très attachés à ce qu'il y ait une réunion des numéros uns. D'autres ne le souhaitaient pas. Et nous sommes dans une certaine incertitude de ce point de vue-là aujourd'hui.

→ **Laurence Parisot, Conférence de presse mensuelle, 13 novembre 2007**

Ce que je souhaite avant tout, c'est que le patronat soit un patronat du 21^{ème} siècle et qu'il se concentre sur les entreprises, qu'il se mette à fonctionner, à travailler et à vivre comme des entreprises.

→ **Laurence Parisot, Europe 1, 14 novembre 2007**

Nous sommes en train de réfléchir d'une manière tout à fait collective et participative pour peut-être redéfinir nos missions, repréciser nos valeurs, les moderniser, les mettre franchement au goût du jour, mais plus que ça, être vraiment une avant-garde pour l'ensemble de la société française.

→ **Laurence Parisot, Europe 1, 14 novembre 2007**

Il n'y a qu'une chose à laquelle j'aspire, c'est que l'organisation qui représente l'industrie, ou en tout cas une grande partie de l'industrie au sein du MEDEF, se rénove, se modernise, pour que la voix de l'industrie soit clairement entendue, soit reconnue. Je crois qu'au-delà de ça nous sommes tous

« Que le patronat se mette à fonctionner, à travailler et à vivre comme des entreprises »

en ce moment, et à la tête du MEDEF en particulier, à repenser la représentation des entreprises. Il faut que nous évoluions vers un patronat du 21^e siècle.

→ **Laurence Parisot, LCI, 26 novembre 2007**

Il s'agit tout simplement de faire en sorte que les organisations patronales se transforment, vivent et fonctionnent comme nos entreprises. C'est ça l'objectif : que nous soyons dans nos organisations avec des méthodes de gouvernance, avec des méthodes de travail, avec des processus, avec des ambitions comme dans nos entreprises.

→ **Laurence Parisot, LCI, 8 novembre 2007**

■ MÉDECINE DU TRAVAIL

A propos des articles parus sur rue89.com et France Inter

Ce dont on est en train de parler n'est pas avéré, pas démontré. Il y a un site d'information sur Internet qui dit cela, qui n'a d'ailleurs pas enquêté sérieusement auprès des MEDEF territoriaux concernés. Point.

→ **Laurence Parisot, LCI, 8 novembre 2007**

Il n'y a pas d'affaire au MEDEF. Le MEDEF national, l'institution que je préside est une organisation qui a des comptes tout à fait clairs, publics, certifiés par des commissaires aux comptes et que chacun peut consulter sur Internet. Le MEDEF a des adhérents. Il a comme adhérents, des fédérations professionnelles dont l'une est au centre de révélations qu'on découvre tous les jours. Hier, on a entendu parler d'affaires qui concerneraient des MEDEF territoriaux, qui eux aussi sont des adhérents du MEDEF national. Les trois MEDEF territoriaux qui ont été mis en cause dans des affaires qui concerneraient la médecine du travail, ont démenti formellement ce qui a été révélé par ce site d'information sur Internet.

→ **Laurence Parisot, LCI, 8 novembre 2007**

Il y a cent cinquante-cinq MEDEF territoriaux et trois cent cinquante services de médecine du travail. C'est vous dire que nous ne contrôlons pas la médecine du travail.

→ **Laurence Parisot, LCI, 8 novembre 2007**

Confusion des genres entre des cotisations et l'argent utilisé par le MEDEF ?

Je vais répondre en deux temps. Premier temps, il y a quelques MEDEF territoriaux qui ont des salariés qui sont à la fois salariés du MEDEF territorial et salariés de la médecine du travail. Il y a une convention et tout est régi par cette convention. Mais dans les services de médecine du travail, il y a des commissions de contrôle. C'est même nous qui avons demandé à ce qu'il y ait des commissions de contrôle. Et, qui est majoritaire dans ces commissions de contrôle ? Les organisations syndicales. Deuxième point, qui est peut-être beaucoup plus important, c'est que chaque jour je mesure un petit peu plus pourquoi j'ai été élue aujourd'hui présidente du MEDEF. Pourquoi j'ai été élue il y a deux ans ? Pour engager une modernisation totale, absolue du patronat, pour faire en sorte qu'on rentre dans le patronat du XXI^{ème} siècle.

→ **Laurence Parisot, LCI, 8 novembre 2007**

■ MODERNISATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Ce que je crois profondément, c'est qu'il faut quitter la culture du conflit, qui malheureusement fait partie de notre histoire sociale et de notre histoire politique. Et je crois et c'est ce que nous essayons de faire, nous-mêmes au MEDEF – n'oubliez pas que pendant qu'il y a ces mouvements qui nous marquent tous en ce moment, il y a également, en même temps une négociation avec les organisations syndicales et les organisations patronales sur une réforme du marché du travail. Et nous travaillons tous les vendredis, sérieusement, d'une manière concentrée avec une possibilité d'aboutir à un accord. Je ne suis pas certaine que nous y arriverons, mais je pense que c'est néanmoins possible

Nous savons tous qu'il faut donner plus de souplesse au marché du travail pour qu'il fonctionne mieux. Les réunions ont lieu tous les vendredis, d'une manière sereine, d'une manière constructive – je dirais même d'une manière concentrée. Il y a une densité dans ces séances hebdomadaires de négociations qui est tout à fait rassurante et porteuse d'espoir. Cela progresse d'une manière tout

« Il n'y a pas d'affaire au MEDEF. Le MEDEF national, l'institution que je préside est une organisation qui a des comptes tout à fait clairs, publics, certifiés par des commissaires aux comptes et que chacun peut consulter sur Internet »

« Il faut donner plus de souplesse au marché du travail pour qu'il fonctionne mieux »

à fait significative et nous avons de bonnes chances d'y arriver, en entente avec les organisations syndicales.

→ **Laurence Parisot, Europe 1, 14 novembre 2007**

« **Les séances de négociations se passent dans un climat serein, constructif** »

Ce que je constate, c'est que les séances de négociations se passent dans un climat serein, constructif. Tous les comptes-rendus qui m'en sont faits indiquent qu'il y a une vraie concentration de tous les partenaires qui sont autour de la table sur le sujet. Nous savons très bien que nous rentrons là dans un moment délicat parce que c'est le moment où peut s'échafauder ou pas les termes d'un accord. Je pense que c'est possible d'aboutir à un accord. Ca reste délicat, fragile, difficile. En revanche, l'état d'esprit de tous les partenaires autour de la table est vraiment un état d'esprit constructif, serein.

→ **Laurence Parisot, Conférence de presse mensuelle, 13 novembre 2007**

A l'issue de la séance de négociation du 23 novembre

L'architecture de l'avant-projet d'accord convenant aux organisations syndicales, l'idée est d'approfondir certains points. Nous allons donc revenir sur le texte par thèmes, en privilégiant trois aspects : emploi et compétences, assurance-chômage, et portabilité des droits, chacun considérant que nous avons été assez précis sur le contrat de travail. Pour ce qui concerne l'avant-projet de texte examiné aujourd'hui, nous avons insisté sur les avancées qu'il contenait sur un certain nombre de points.

→ **Cathy Kopp, chef de file de la délégation patronale, l'ensemble de la presse, 23 novembre 2007**

A l'issue de la séance de négociation du 16 novembre

Au terme d'une séance paritaire dense et constructive, nous avons achevé la discussion des 11 derniers articles du premier avant-projet d'accord. Nous sommes entrés complètement dans chacun des articles, ce qui permettra de travailler vendredi prochain sur un second texte d'avant-projet. Nous avons écouté l'ensemble des propositions des confédérations syndicales, que nous examinerons attentivement. Nous avons notamment abordé les deux points cruciaux de la rupture à l'amiable et de la portabilité des droits. Pour la délégation patronale, la rupture à l'amiable est très importante dans l'équilibre de la négociation. Quand à la portabilité des droits, certaines organisations syndicales demandent une transférabilité de l'ensemble des droits. Nous parlons toujours de portabilité, qui constitue une avancée majeure concernant la sécurisation des parcours professionnels des salariés.

→ **Cathy Kopp, chef de file de la délégation patronale, l'ensemble de la presse, 16 novembre 2007**

A l'issue de la séance de négociation du 9 novembre

Dans une ambiance sérieuse et concentrée, les partenaires sociaux sont entrés aujourd'hui dans le détail de la négociation sur la base d'un avant-projet d'accord très structuré. Le dialogue dense et constructif de cette séance montre que nous souhaitons élaborer un accord de fond.

Après avoir travaillé sur les observations générales des organisations syndicales, nous avons abordé point par point les cinq premiers articles du premier chapitre «Faciliter l'entrée dans l'entreprise et améliorer le parcours dans l'emploi», qui portent sur les contrats de travail, l'entrée des jeunes dans la vie professionnelle, la période d'essai, le CDI conclu pour la réalisation d'un objet précis et l'accès aux droits.

→ **Cathy Kopp, chef de file de la délégation patronale, l'ensemble de la presse, 9 novembre 2007**

■ POLITIQUE DE L'OFFRE

Plusieurs fois j'ai attiré l'attention sur un tiercé de chiffres qui résume la problématique économique de la France : l'augmentation des achats des ménages, l'augmentation de la production et l'augmentation des importations. La dernière fois que j'en ai parlé, j'ai comparé la moyenne de l'année 2006 par rapport à la moyenne de l'année 2000 et j'ai dit : l'augmentation des achats des ménages de 2006 sur 2000, c'est + 19 %, l'augmentation de la production sur la même période,

« La nécessité de poser les éléments d'une politique économique de l'offre est toujours là »

c'est + 8 % et l'augmentation des importations, c'est + 57 %. Eh bien si j'actualise ces chiffres-là, et si je fais désormais la moyenne du premier semestre 2007, toujours par rapport à 2000 qui est mon point de base, eh bien l'augmentation des ménages, c'est + 23 %, donc toujours une consommation plutôt soutenue, plutôt bonne. L'augmentation des importations, c'est + 66% ; on avait + 57 %, donc cette augmentation des achats des ménages continue à profiter beaucoup aux importations. Et l'augmentation de la production : + 9 % seulement. On peut peut-être dire qu'il y a un léger mieux en passant de + 8 % à + 9% , quoique je ne sais pas si on n'est pas dans la marge d'erreurs statistiques.

Le problème, tel que nous le posons depuis un certain temps, est toujours là. Et la nécessité de poser les éléments d'une politique économique de l'offre est toujours là également. Cela veut dire qu'il faut vraiment se demander comment, dans les mois à venir, nous pouvons envisager une baisse de la fiscalité, que ce soit celle qui relève des impôts ou bien celle des charges sociales qui pèsent sur les entreprises. Et quand nous disons cela, cela ne veut pas dire forcément qu'il faut inventer une recette nouvelle par ailleurs. On peut élaborer des propositions, mais peut-être que cela veut aussi tout simplement dire qu'il y a certains types d'économies qui peuvent être mises en compensation d'une baisse de la fiscalité et des charges sociales qui pèsent sur les entreprises.

→ **Laurence Parisot, Conférence de presse mensuelle, 13 novembre 2007**

■ POUVOIR D'ACHAT

Le pouvoir d'achat ne se décrète pas, il peut être que la résultante d'un ensemble de facteurs qui constitue une politique économique. La seule variable qui compte c'est la croissance.

→ **Laurence Parisot, LCI, 26 novembre 2007**

Les chefs d'entreprise français espèrent tout d'abord que le Président de la République fasse la pédagogie des vrais mécanismes de l'économie. La question du pouvoir d'achat est une vraie question, celui-ci progresse faiblement, voire pas du tout pour certaines catégories de nos concitoyens, mais c'est un enjeu de moyen terme et une évolution plus significative du pouvoir d'achat ne peut passer que par la mise en œuvre d'une politique économique globale, une politique économique qui stimule la production et qui booste la croissance.

→ **Laurence Parisot, LCI, 26 novembre 2007**

« Le pouvoir d'achat c'est la résultante de la création de richesse »

Dans les années 60, 70, au rythme de croissance que nous avons à cette époque là, qui était un rythme beaucoup plus soutenu qu'aujourd'hui, il fallait à peine une génération pour qu'une famille double son pouvoir d'achat. Aujourd'hui, au rythme de croissance que nous avons, il faut trois, voire quatre générations pour doubler le pouvoir d'achat. Donc ce que ressentent les Français, ce n'est pas simplement une perception qui serait déformée par je ne sais quel discours, je crois que c'est quelque chose qui est tout à fait vrai.

→ **Laurence Parisot, RTL, 21 novembre 2007**

S'il suffit de se mettre autour de la table pour décréter une augmentation du pouvoir d'achat, ce serait formidable ! Mais malheureusement ce n'est pas ça l'économie. Le pouvoir d'achat c'est la résultante de la création de richesse. C'est pour cela qu'on explique qu'il y a un lien évident, fort, mécanique, structurel entre la croissance et le pouvoir d'achat. Donc la vraie question pour qu'il y ait des augmentations significatives de pouvoir d'achat pour chacun, c'est : comment on fait plus de croissance ? Il faut bien se rendre compte qu'une grève terrible, comme celle que nous subissons tous depuis huit jours, c'est de la croissance en moins. C'est presque une grève anti pouvoir d'achat.

→ **Laurence Parisot, RTL, 21 novembre 2007**

Nous sommes à un point d'inflexion pour la France. On peut continuer à être le pays du bien vivre, mais on peut aussi basculer dans le survivre. La croissance, ça change tout. C'est le premier des indicateurs pour mesurer ce qui va se passer sur le pouvoir d'achat de chacun d'entre nous.

→ **Laurence Parisot, L'Est Eclair, 15 novembre 2007**

« La croissance, ça change tout. C'est le premier des indicateurs pour mesurer ce qui va se passer sur le pouvoir d'achat de chacun d'entre nous »

« Il faut avoir une politique économique différente de celle que nous menons depuis 25 ans »

Seul un mécanisme général, collectif qui va nous permettre d'avoir un rythme beaucoup plus soutenu de croissance peut nous permettre de dégager des marges de manœuvre pour augmenter significativement le pouvoir d'achat. Pour ça, il faut avoir une politique économique différente de celle que nous menons depuis 25 ans. C'est-à-dire qu'il nous faut une politique économique qui stimule l'offre, qui stimule la production qui encourage les entreprises.

→ **Laurence Parisot, Europe 1, 14 novembre 2007**

■ PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES

Nous sommes en France, nous les entreprises françaises, malheureusement, les champions du monde des prélèvements obligatoires. Qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire que nous sommes handicapés dans la concurrence internationale, nous sommes handicapés dans notre compétitivité et c'est pour ça que nous avons des marges de manœuvre très faibles, très faibles pour investir, très faibles pour exporter, très faibles pour augmenter significativement les salaires.

→ **Laurence Parisot, LCI, 26 novembre 2007**

« Supprimons l'IFA »

La question est peut-être de se concentrer principalement sur nos très petites entreprises et nos PME. Il y a une chose qui serait finalement assez simple à faire, supprimons l'IFA, cet impôt forfaitaire que paient les entreprises, notamment les petites et les moyennes, même quand elles ne dégagent pas de bénéfice. Donc elles sont pénalisées alors qu'elles ont déjà du mal à se développer. Et puis, envisageons un taux réduit d'impôt sur les sociétés pour des tailles de chiffre d'affaires réduits.

→ **Laurence Parisot, LCI, 26 novembre 2007**

■ RÉGIMES SPÉCIAUX /GRÈVES DE NOVEMBRE

Je peux qu'espérer qu'on soit sorti définitivement des grands conflits que nous venons de connaître parce que le coût de ces grèves est incalculable. Ce n'est pas simplement un manque à gagner en chiffre d'affaires, c'est aussi un épuisement de la plupart de nos collaborateurs notamment en région parisienne, ce sont des affaires qui ont été loupées et qu'on ne reverra pas. Ce sont des investisseurs qui devaient venir en France et qui finalement ont annulé leur projet. Je crois surtout qu'il faut passer d'une culture du conflit en matière de dialogue social à une culture du compromis. C'est ce que nous essayons d'ailleurs de faire nous-mêmes entre patronat et syndicats dans le cadre de la négociation sur le marché du travail.

→ **Laurence Parisot, LCI, 26 novembre 2007**

« Le coût de ces grèves est incalculable »

« Passer d'une culture du conflit en matière de dialogue social à une culture du compromis »

Je crois que la France désire rester un pays riche, un pays phare, la France aspire à la réforme. On l'a vu pendant la campagne présidentielle, il y a eu des débats, y compris sur des sujets qui étaient tabous jusqu'alors. Et un sujet comme ce sujet douloureux en ce moment que constituent les régimes spéciaux, les trois principaux candidats à l'élection présidentielle étaient favorables à une réforme des régimes spéciaux. Donc je crois qu'il y a, au contraire une aspiration profonde à passer à autre chose.

→ **Laurence Parisot, RTL, 21 novembre 2007**

Le coût économique de la grève est probablement gigantesque. C'est une véritable catastrophe pour notre économie, j'assimile ça à un séisme. Alors sur l'échelle de Richter des séismes économiques, ce n'est peut-être pas le grade le plus élevé, mais c'est certainement quelque chose qui a des conséquences extraordinairement dommageables.

→ **Laurence Parisot, RTL, 21 novembre 2007**

Sur les retraites, on parle beaucoup d'équité, mais c'est une équité entre générations. Si notre génération, nous ne faisons pas l'effort aujourd'hui, de toute façon, ce n'est pas notre génération qui va en subir les conséquences, ce sont ceux qui sont derrière, ce sont les jeunes, ce sont ceux qui ont 20 ans aujourd'hui.

→ **Laurence Parisot, France Info, 19 novembre 2007**

Il faut bien se rendre compte que ce mouvement met beaucoup d'entreprises françaises en danger. J'ai été surprise par le nombre de coups de fil, de mails, que j'ai reçus vendredi dernier de chefs d'entreprise ou de directeurs de ressources humaines me disant que, premièrement, toutes les équipes étaient épuisées physiquement ; deuxièmement, dans le secteur des entreprises de services, des reports nombreux de rendez-vous clients ; troisièmement des PMI, c'est-à-dire du secteur de l'industrie, m'ont signalé des ruptures d'approvisionnement en matières premières. Ces ruptures d'approvisionnement peuvent conduire, si les choses ne se remettent pas dans l'ordre très vite, à des situations de chômage technique au moins partiel dans certains secteurs d'activités. Des situations comme ça, premièrement, créent une désorganisation qui met en péril la pérennité de certaines entreprises, créent des perturbations pour beaucoup de gens qui font l'effort de travailler et cela au-delà du raisonnable, puis troisièmement – ça c'est gravissime – notre réputation à l'étranger est à nouveau mise à mal. Or, qu'on le veuille ou non, nous sommes dans une compétition mondiale. Ça va être très difficile à rattraper parce que pendant ce temps-là tous les autres pays de la planète, eux, sont en train de travailler et pas nous.

→ **Laurence Parisot, RCF, 19 novembre 2007**

Il faut bien se rendre compte que nous sommes dans une compétition mondiale. Quand il y a une grève qui touche à l'économie de la France, c'est des points que nous perdons par rapport à nos concurrents étrangers qui eux sont en train d'en gagner par comparaison donc là vraiment j'en appelle à la solidarité nationale ; faut bien se rendre compte que ce qui se passe met en danger le travail des autres.

→ **Laurence Parisot, BFM, 19 novembre 2007**

Quelle galère ce matin, quelle galère ! Comme c'est pénible, comme c'est difficile, comme c'est contrariant, comme c'est aussi gênant vis-à-vis du reste du monde. Moi je ne cesse de penser à tous ceux qui aiment la France, qui nous regardent aujourd'hui et qui se disent ; mais qu'est-ce que c'est que ce ringardisme ! Et puis je suis frappée aussi de constater la mobilisation des Français pour, quoi qu'il arrive, venir travailler. Je suis frappée, mais en même temps je ne suis pas étonnée – parce qu'aujourd'hui les Français veulent travailler. Ils ont compris que c'était par cette voie là que nous pourrions espérer faire de la France toujours un pays riche. Et moi ce qui me frappe ce matin, c'est le courage de chacun. Le courage de chacun, alors que chacun comprend bien qu'il y a effectivement une menace sur nos retraites. Parce qu'il y a un vrai danger de difficulté, de financement des retraites de tout le monde.

→ **Laurence Parisot, Europe 1, 14 novembre 2007**

Il est évident que nous devons avancer sur les régimes spéciaux, sur la problématique générale des retraites. Je voudrais rappeler que l'espérance de vie a augmenté de plus de quinze ans, depuis l'époque où on a installé les régimes actuels.

→ **Laurence Parisot, Europe 1, 14 novembre 2007**

Je leur dit surtout ce matin aux grévistes : c'est quelques centièmes de croissance en moins que nous sommes en train d'organiser cette semaine. Parce qu'évidemment la désorganisation générale coûte. La croissance, c'est une quantité de travail, une quantité de richesses que nous sommes capables de produire.

→ **Laurence Parisot, Europe 1, 14 novembre 2007**

■ RELATIONS MEDEF/GOUVERNEMENT

Ce qui est important aujourd'hui, c'est qu'il y ait entre le MEDEF, le gouvernement, la présidence de la République et les organisations syndicales des relations de travail. La question n'est pas affective, elle est purement rationnelle. Est-ce qu'on est capable de travailler ensemble dans l'intérêt général ?

→ **Laurence Parisot, RTL, 21 novembre 2007**

« Je suis frappée aussi de constater la mobilisation des Français pour, quoi qu'il arrive, venir travailler »

■ RELATIONS SOCIALES

Depuis que j'ai été élue présidente du MEDEF, je ne cesse de dire qu'il faut travailler. Qu'il faut échanger, qu'il faut réfléchir, qu'il faut cheminer avec les organisations syndicales. Les syndicats ont une vraie utilité, parce qu'ils ont un point de vue qui est différent, ils ont un angle pour examiner les sujets qui peut-être n'est pas le nôtre, parce que nous avons nos propres angles morts. Donc il faut écouter ce qu'ils disent, mais il faut le faire d'une manière continue, d'une manière régulière. Il faut accepter de passer du temps.

→ **Laurence Parisot, Europe 1, 14 novembre 2007**

■ REPRÉSENTATIVITÉ SYNDICALE

Je souhaite un syndicalisme avec une base de militants et d'adhérents plus large, dont la force ne serait plus dans l'excès, mais dans cette base large. Il y a peut-être des mécanismes à mettre en place pour favoriser le syndicalisme que j'appelle de mes vœux.

→ **Laurence Parisot, l'AFP, 21 novembre 2007**

Je n'exclus pas qu'on puisse mettre en débat le fait que certains accords dans les branches ne profitent qu'aux seuls syndiqués. Dans les pays de l'Europe du Nord où la grève est une issue rarissime, 80% des salariés sont syndiqués.

→ **Laurence Parisot, l'AEF, 21 novembre 2007**

■ REVUE GÉNÉRALE DES POLITIQUES PUBLIQUES

Ce mécanisme lancé par le président de la République est tout à fait essentiel. Et cela peut être le véritable levier pour justement aller chercher les points de croissance qui nous manquent aujourd'hui. Mais la question n'est pas tellement de dire, à qui il faut retirer de l'argent, à qui, il faut en donner plus ? La question est de dire, grand secteur par grand secteur, donc Education, Défense, Santé, quel est l'objectif que nous nous donnons ? Et face à cet objectif défini quels sont les moyens qu'il faut allouer à cet objectif ?

→ **Laurence Parisot, Europe 1, 14 novembre 2007**

Nous attendons beaucoup de la revue générale des politiques publiques qui a été initiée par le gouvernement, dont je crois que des premiers éléments vont être communiqués très prochainement. Cela nous semble être un levier majeur pour trouver des moyens de renforcer la compétitivité des entreprises et donc de notre pays.

→ **Laurence Parisot, Conférence de presse mensuelle, 13 novembre 2007**

■ SEMAINE ECOLE-ENTREPRISE

Ces rapprochements-là, s'ils permettent de construire des projets en commun, s'ils permettent d'apprendre à mieux se connaître, à avoir un langage partagé, je crois que ça c'est des nouvelles formidables pour les futures générations de Français.

→ **Laurence Parisot, France 3 Languedoc-Roussillon, 19 novembre 2007**

Depuis plusieurs années, nous organisons avec l'Education nationale une semaine Ecole-Entreprise durant laquelle sont organisés des événements entre collèges, lycées et entreprises. Cela peut prendre des formes très variées, depuis les visites jusqu'aux opérations « Vis ma vie » ou, pendant une journée, un professeur vit la fonction d'un chef d'entreprise et réciproquement. Ces journées impliquent ainsi, côté école des élèves jusqu'aux professeurs, et côté entreprises, des ouvriers jusqu'aux dirigeants. Ce qui est nouveau cette année, c'est la décision de lancer cette semaine Ecole-Entreprise avec le ministre de l'Education nationale.

→ **Laurence Parisot, Le Midi Libre, 19 novembre 2007**

■ SITUATION DES ENTREPRISES FRANÇAISES

Ce qui me frappe aujourd'hui, quand je regarde la situation économique de la France et la situation des entreprises françaises, ce sont les écarts de situation. C'est-à-dire qu'il est évident qu'il y

« Ce mécanisme est tout à fait essentiel. Cela peut être le véritable levier pour justement aller chercher les points de croissance qui nous manquent aujourd'hui »

« Il faut continuer à probablement envisager une autre approche des choses, notamment sur le plan économique »

a une minorité, une petite minorité, mais une minorité très visible si je puis dire, d'entreprises françaises qui vont bien, qui vont très bien, qui se portent excellentement. Mais il y a une écrasante majorité, alors je ne peux pas vous dire si c'est 90 %, si c'est 95 % des entreprises françaises qui se sentent étranglées. Etranglées. Et dans cette situation, elles sont étranglées parce qu'il y a cette conjoncture internationale délicate, mais elles sont étranglées parce que les réformes de structures, même si elles commencent à être engagées, ne peuvent pas encore produire leurs effets, et puis de grandes réformes de structures ne sont pas même encore engagées. Elles sont étranglées, cela ne veut pas dire qu'elles ne sont pas pleines de potentiel. Cela ne veut pas dire qu'elles sont malades. Elles ont au contraire des éléments extrêmement sains dans leurs produits, dans leurs services, dans leurs technologies, dans leurs ressources humaines. Mais ces éléments ne peuvent pas pleinement s'exprimer. Cela veut dire qu'il faut continuer à probablement envisager une autre approche des choses, notamment sur le plan économique.

→ **Laurence Parisot, Conférence de presse mensuelle, 13 novembre 2007**

■ SITUATION DE LA PRESSE ÉCONOMIQUE EN FRANCE

Je souhaite vraiment, sincèrement, profondément que ces deux beaux grands titres de la presse française aient la plus longue et la plus profitable vie possible. Les Echos sont en train de changer de propriétaire, il est probable que La Tribune aussi. C'est peut-être des nouvelles vies qui s'annoncent pour eux mais c'est peut-être des vies très intéressantes et y compris pour la communauté des lecteurs.

→ **Laurence Parisot, LCI, 8 novembre 2007**

■ VOYAGE DE NICOLAS SARKOZY AUX ETATS-UNIS

Sarkozy ce n'est pas l'américanisation de la France, c'est le retour de la french touch en Amérique.

→ **Laurence Parisot, depuis Washington où elle accompagnait le président de la République, Le Figaro, 8 novembre 2007**

J'ai senti le président de la République très déterminé, très amoureux de la France et très désireux que la France reprenne sa juste place dans le monde et y compris sur le plan économique. Ce qui était frappant à Washington, au cours des multiples rencontres, visites que nous avons faites, la tonalité c'était « France is back » et souvent on me dit : mais est-ce que ce n'est pas une américanisation de la France ? Moi ce que j'ai ressenti surtout c'est un goût retrouvé des Américains pour une « French Touch » qu'ils avaient un peu oubliée ces dernières années.

→ **Laurence Parisot, LCI, 8 novembre 2007**

Retrouvez les derniers communiqués du MEDEF sur le site www.medef.fr

- **Médecine du travail : précisions - 8 novembre 2007**
- **Lancement de la semaine Ecole-Entreprise à Carcassonne le lundi 19 novembre - 16 novembre 2007**
- **Grèves : le MEDEF donne l'alerte - 18 novembre 2007**
- **Intervention télévisée de Nicolas Sarkozy - 29 novembre 2007**